

# Un plan Marshall au parfum de jasmin ?



Alors que le printemps arabe n'en finit pas de secouer le bassin méditerranéen, l'Union européenne (UE) souhaite revoir à la hausse son soutien économique à la région. C'est en tout cas ce que plaide le commissaire européen chargé du développement et de l'aide humanitaire, Andris Piebalgs, qui estime qu'il est de l'intérêt de l'UE de stabiliser la zone, sous peine d'effets de contagion et de débordements sur notre territoire.

Accompagner les changements que vivent nos voisins par une aide économique semble une bonne idée. Tout d'abord, il est moralement juste de soutenir cet élan démocratique. Ensuite, il est de notre intérêt d'avoir à nos frontières des États stables et prospères.

Le problème est que les études économiques peinent à trouver un lien de cause à effet entre l'aide et la croissance économique, d'une part, et entre l'aide et la réduction de la pauvreté, d'autre part. Ainsi, si certaines études trouvent un effet positif de l'aide, beaucoup n'en trouvent aucun. Ces résultats, qui suscitent bien des controverses, ont conduit à une remise en cause de l'aide et, surtout, de son usage. En gros, si l'aide ne marche pas, ce serait dû à la mauvaise gouvernance des pays bénéficiaires, souvent incompetents et corrompus.

## Chronique de la semaine

**Emmanuelle Auriol**, Ecole d'économie de Toulouse

Pour limiter ces problèmes de gouvernance, les donateurs ont mis en place des politiques de conditionnalité et des pratiques d'aide liée. Dans le premier cas, l'aide est conditionnée à la mise en œuvre de réformes spécifiques, dans l'autre, l'aide est liée à l'achat de biens et services en provenance du pays donateur, engendrant un surcoût estimé par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) entre 15 % et 30 % des achats.

Afin de contrôler la façon dont les pays pauvres dépensent l'aide, chaque donateur a mis au point ses propres procédures de négociations, de déboursement et de suivi des fonds. Ces procédures sont très lourdes et complexes. On aboutit alors à des situations absurdes comme, par exemple, au Vietnam où en raison de différentes règles d'achat entre différentes agences d'aide, il a fallu pas moins de dix-huit mois et 150 salariés gouvernementaux pour acheter cinq véhicules !

Atomisation et manque de coordination caractérisent l'aide au développement d'aujourd'hui et sont des freins majeurs à son efficacité. Ainsi, une nébuleuse d'associations, de fondations et de particuliers œuvre dans l'anarchie la plus totale à côté d'organisations officielles qui ne se coordonnent pas entre elles. Non seulement l'aide officielle provient de différentes sources, allant de l'aide internationale offerte, par exemple, par le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque mondiale, à l'aide bilatérale traditionnellement offerte par les pays riches – et plus récemment par les pays émergents tels que l'Inde ou la Chine – mais au sein d'un même pays, elle est fractionnée entre différentes agences et ministères. Ainsi, l'aide américaine est émietlée dans plus de 50 agences gouvernementales de telle sorte que l'Agence américaine d'aide au développement (USAID) n'en contrôle au final que 45 %. La situation est pire en Europe où l'aide est non seulement fragmentée à l'intérieur des pays, mais de surcroît entre les pays.

L'Europe a pu renaître de ses cendres à l'issue de la seconde guerre mondiale en grande partie grâce à l'aide américaine donnée massivement et sans conditionnalité. Si de futures démocraties arabes arrivent par miracle à s'imposer, elles auront besoin d'un plan Marshall, pas d'une aide liée, ni atomisée. ■